



**Programme des
Nations Unies pour
l'environnement**



Distr.
GENERALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/58/11
7 juin 2009

FRANÇAIS
ORIGINAL: ANGLAIS

COMITE EXECUTIF
DU FONDS MULTILATERAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTREAL
Cinquante-huitième réunion
Montréal, 6 - 10 juillet 2009

**RAPPORT PÉRIODIQUE SUR LA COOPÉRATION BILATÉRALE
AU 31 DÉCEMBRE 2008**

Le présent document contient :

- Les observations et les recommandations du Secrétariat du Fonds
- Les rapports périodiques bilatéraux des pays suivants : Allemagne, Australie, Canada, Espagne, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Italie, Japon, Suède, Suisse (janvier-décembre 2008)

OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS DU SECRÉTARIAT DU FONDS

Observations

1. Les pays ci-après, ayant pris part à des activités de coopération bilatérale, ont soumis des rapports périodiques aux bases de données : Australie, Canada, Finlande, France, Allemagne, Italie, Japon, Espagne, Suède, Suisse et États-Unis d'Amérique. Le Canada et la France ont également soumis des rapports périodiques narratifs (voir Annexes I et II).
2. Des rapports périodiques n'ont pas été reçus d'Israël et du Portugal. Toutefois, les données de leurs rapports périodiques précédents ou des inventaires des projets approuvés sont incluses dans le tableau sommaire. Les rapports périodiques sont le seul moyen d'indiquer la clôture définitive de tous les comptes de financement liés aux projets approuvés par le Comité exécutif aux fins de coopération bilatérale. Le Comité exécutif est invité à demander que les rapports périodiques d'Israël et du Portugal soient présentés à la 59^e Réunion, étant donné que le rapport périodique des agences bilatérales est la seule indication financière que tous les fonds approuvés ont été décaissés ou qu'ils devraient être remboursés (avec intérêts le cas échéant).
3. La base de donnée contient également des données supplémentaires provenant de rapports périodiques antérieurs pour d'autres pays ayant pris part précédemment à des activités de coopération bilatérale (couvrant les données de projets ayant déjà fait l'objet de rapports et réalisés par les pays suivants : Afrique du Sud, Autriche, Belgique, Danemark, Hongrie, Pologne, Singapour, République slovaque, République tchèque et Royaume Uni). Ces données figurent dans le Rapport périodique consolidé (UNEP/OzL.Pro/ExCom/58/10).
4. Le Tableau 1 présente un résumé des activités de coopération bilatérale. Depuis la création du Fonds, plus de 116,8 millions \$US plus 10,1 millions \$US en coûts d'appui ont été approuvés pour des activités bilatérales. Le tableau montre que 79 % d'activités bilatérales ont été achevées. Bien que les projets bilatéraux ne soient pas des projets d'investissement, les agences bilatérales ont estimé qu'une fois achevés, ils résulteront en une élimination annuelle totale de 12 288 tonnes PAO. Les projets bilatéraux terminés et en cours ont déjà permis l'élimination de 6 585 tonnes PAO. Le taux de décaissement des activités bilatérales est de 75 %.

Tableau 1**RÉSUMÉ ANNUEL DES ACTIVITÉS DE COOPÉRATION BILATÉRALE**

Année d'approbation	Nombre de projets approuvés*	Nombre de projets achevés	Portage de réalisation	PAO de consommation à éliminer*	PAO de consommation éliminé*	Portage d'élimination de PAO de consommation	Financement approuvé plus ajustement (\$US)	Fonds déboursés (\$US)	Portage déboursé	Solde (\$US)	Décaissement estimatif durant l'exercice en cours (\$US)	Coûts d'appui approuvés (\$US)	Ajustements des coûts d'appui (\$US)
1991	0	0	0%	0	0	0%	0	0	0%	0	0	0	0
1992	18	18	100%	0	0	0%	2 883 669	2 883 669	100%	0	0	0	0
1993	10	10	100%	0	0	0%	1 445 586	1 445 586	100%	0	0	0	0
1994	30	30	100%	347	243	70%	3 190 374	3 190 374	100%	0	0	0	0
1995	17	17	100%	483	296	61%	4 698 849	4 654 902	99%	43 947	0	0	0
1996	26	26	100%	251	209	83%	3 453 049	3 453 049	100%	0	0	0	0
1997	32	30	94%	154	29	19%	4 040 251	3 263 493	81%	776 758	400 000	0	1 500
1998	39	39	100%	41	23	56%	4 275 851	4 108 526	96%	167 325	0	0	0
1999	60	57	95%	734	386	53%	12 751 211	11 230 753	88%	1 520 458	675 785	1 038 298	-2 819
2000	29	29	100%	967	959	99%	4 808 878	4 808 946	100%	-68	0	543 836	-596
2001	37	32	86%	1 504	1 087	72%	7 623 009	7 400 021	97%	222 988	130 800	896 577	-27 582
2002	61	55	90%	1 097	798	73%	8 023 028	7 812 854	97%	210 174	158 218	917 984	1 004
2003	32	26	81%	245	315	129%	6 927 400	6 789 667	98%	137 733	100 980	743 181	58 605
2004	31	19	61%	329	121	37%	15 159 150	13 308 409	88%	1 850 741	1 636 747	1 599 058	-36 950
2005	29	13	45%	4 355	851	20%	19 320 469	5 979 824	31%	13 340 645	10 259 586	2 126 577	-84 193
2006	27	11	41%	842	825	98%	7 276 530	5 003 146	69%	2 273 384	1 154 798	902 173	-910
2007	14	1	7%	300	275	92%	3 229 021	1 360 433	42%	1 868 588	1 447 629	439 452	0
2008	33	0	0%	640	166	26%	7 714 818	701 308	9%	7 013 510	2 918 497	941 083	0
Total	525	413	79%	12 288	6 585	54%	116 821 143	87 394 960	75%	29 426 183	18 883 040	10 148 219	-91 941

*Excluant les projets clôturés et transférés mais incluant la préparation de projets

Retards de mise en oeuvre

5. Neuf projets de coopération bilatérale souffrent de retards dans la mise en œuvre. D'après la procédure d'annulation de projet (décision 26/2), un rapport sur les projets ayant des retards de mise en œuvre devrait être soumis à la 59^e Réunion, afin de déterminer s'il y a eu des progrès dans l'élimination des obstacles qui sont à la source des retards. Le Tableau 2 présente, ventilé par agence bilatérale, les projets souffrant de retards de mise en œuvre pour lesquels des rapports actualisés devront être soumis à la 59^e Réunion.

Tableau 2**PROJETS AYANT DES RETARDS DE MISE EN OEUVRE**

Agence	Code	Titre du projet	Durée des retards
Australie	ASP/SEV/50/TAS/52	Appui supplémentaire à la stratégie régionale pour 11 pays visés à l'Article 5 dans le Pacifique (Stratégie PIC)	12 & 18 mois
Canada	JAM/FUM/47/TAS/22	Assistance technique à l'élimination de l'utilisation du bromure de méthyle	12 & 18 mois
Canada	LAC/SEV/51/TAS/38	Réseau d'application des lois douanières d'Amérique latine: Prévention du commerce illicite de SAO	12 & 18 mois
Italie	DRC/SOL/51/INV/25	Projet parapluie en phase finale pour l'élimination de SAO dans le secteur des solvants (première phase)	12 & 18 mois
Japon	NIR/SEV/38/TAS/104	Assistance à une campagne nationale d'information, d'éducation et de communication sur la conformité au Protocole de Montréal	12 mois
Japon	SRL/PHA/43/TAS/26	Plan d'action national pour la conformité: programme d'incitation pour les utilisateurs ultimes dans le secteur de la réfrigération commerciale et industrielle	18 mois
Japon	SRL/PHA/43/TAS/27	Plan d'action national pour la conformité: Récupération/recyclage et adaptation des MAC	12 mois
Japon	SRL/PHA/43/TAS/28	Plan d'action national pour la conformité: programme de récupération et de recyclage	12 mois
Espagne	BRA/FUM/46/INV/272	Élimination totale du BM utilisé dans le tabac, les fleurs, les plantes décoratives, les fraises et autres utilisations	12 & 18 mois

Points saillants des activités bilatérales

6. Parmi les 112 projets bilatéraux en cours, on trouve 47 projets d'investissements, 47 projets d'assistance technique, 11 activités de préparation de projets, trois activités de démonstration, deux activités de formation et deux activités de renforcement des institutions. Les agences bilatérales participent à 43 accords pluriannuels (MYA).

Australie

7. L'Australie met actuellement en œuvre cinq projets pour quatre pays insulaires du Pacifique (États fédérés de Micronésie, Tonga, Tuvalu, et Vanuatu) incluant des projets d'assistance technique (ASP/SEV/50/TAS/52) de la Stratégie des pays insulaires du Pacifique (PIP) approuvés à la 50^e Réunion. Une fois achevés, les projets bilatéraux australiens en cours vont résulter en l'élimination de 0,6 tonnes PAO. L'Australie a terminé 31 autres projets et en a annulé un.

8. La décision XVIII/35 de la 18^e Réunion des Parties invite les parties intéressées à rendre compte au Comité de mise en œuvre de l'établissement d'un système d'octroi de permis. Le gouvernement d'Australie a donc soumis des rapports sur les pays PIP ci-après: États fédérés de Micronésie, Îles Marshall, Îles Salomon, Kiribati, Nauru, Niue, Palau, Samoa, Tonga, Tuvalu et Vanuatu. L'Australie avait indiqué précédemment au Secrétariat du Fonds que des systèmes de permis avaient été établis pour les Îles Salomon, Kiribati, Niue, Palau et Samoa. Le gouvernement d'Australie a indiqué par ailleurs que Tuvalu a adopté la loi sur les SAO en juin 2008 et que des règlements étaient en voie de finalisation; et dans les États fédérés de Micronésie, il a signalé que des règlements ont été adoptés par une des trois branches du gouvernement.

9. Seuls Tonga et Vanuatu n'ont pas mis en place de mesures appropriées de réglementation des importations et exportations. Les règlements proposés aux Tonga (TON/REF/361/TAS/01) ont été

approuvés par le Comité législatif et soumis au Cabinet, mais ils n'ont pas encore été examinés au Parlement.

10. Concernant le projet au Vanuatu (VAN/REF/36/TAS/02), le gouvernement d'Australie a indiqué que l'établissement des règlements a été bloqué et que l'atelier de formation des douanes ne s'était pas tenu. Le Comité exécutif est invité à demander que le Président écrive au gouvernement de Vanuatu pour demander instantanément l'adoption de la législation requise pour permettre la formation des agents de douanes et faciliter ainsi la conformité au Protocole de Montréal. Le Comité exécutif est invité à demander que de nouveaux rapports de situation sur les projets d'assistance technique aux Tonga et au Vanuatu soient soumis à la 59^e Réunion.

Projet ayant des retards de mise en oeuvre

11. Le projet d'appui supplémentaire à la stratégie régionale pour 11 pays du Pacifique visés à l'Article 5 (Stratégie PIP) (ASP/SEV/50/TAS/52) a été classé comme projet ayant des retards de mise en œuvre.

Canada

12. L'Annexe I contient le rapport périodique narratif du Canada. Le Canada met en œuvre 15 projets bilatéraux, dont la plupart sont liés à des plans d'élimination de CFC ou de SAO. Une fois réalisés, les projets bilatéraux canadiens en cours donneront pour résultat l'élimination de 116,1 tonnes PAO. Le Canada a terminé 64 projets, transféré deux projets et annulé un projet.

13. Le Canada met en œuvre sept MYA, à savoir: des plans d'élimination de CFC en Bolivie, au Burkina Faso, au Chili, à Cuba, à Sainte-Lucie et en Uruguay et un plan de bromure de méthyle plan au Mexique. Des retards ont été enregistrés dans les projets à Cuba, au Mexique et à Sainte-Lucie.

14. Le retard signalé dans la partie canadienne du projet à (CUB/PHA/45/INV/32) est dû à la lenteur des rétroactions sur les spécifications du matériel et à la détermination d'étaler les activités de sensibilisation au lieu de les exécuter ensemble.

15. Le retard dans le plan national du Mexique d'élimination du bromure de méthyle est dû à la nécessité de terminer le programme d'assistance technique (MEX/FUM/42/TAS/122). Il est toutefois prévu de commencer l'exécution du plan vers le milieu de 2009.

16. Le retard dans le PGEF à Sainte-Lucie (STL/PHA/52/INV/12) était dû essentiellement à la lenteur du processus d'identification des techniciens informels, qu'il a fallu ensuite convaincre à participer à l'atelier. Il y a eu aussi des retards dans la réglementation de l'ozone et dans la création de l'association de techniciens. Toutefois, ces retards ne devraient pas avoir d'incidences sur la conformité puisque la plupart des activités de projet auront été terminées d'ici la fin de 2009 et Sainte-Lucie dispose déjà d'un système fonctionnel de permis d'importation de SAO.

17. Le Comité exécutif est invité à demander que de nouveaux rapports de situation sur les MYA à Cuba, au Mexique et à Sainte-Lucie soient soumis à la 59^e Réunion.

Projets ayant des retards de mise en oeuvre

18. Deux projets bilatéraux canadiens ont été classés comme des projets ayant des retards de mise en oeuvre: Assistance technique à l'élimination de l'utilisation du bromure de méthyle en Jamaïque (JAM/FUM/47/TAS/22) et Réseau d'application des lois douanières d'Amérique latine: Prévention du commerce illicite de SAO (LAC/SEV/51/TAS/38).

Finlande

19. La Finlande a terminé son projet final en décembre 2008, qui était la mise en œuvre du PGF: surveillance et évaluation du PGF au Panama. La Finlande a réalisé au total cinq projets et a transféré un projet. Deux des cinq projets achevés ont été financièrement clôturés. Il reste des soldes pour les trois autres projets achevés. Des rapports périodiques sont requis jusqu'à ce que tous les projets soient financièrement clôturés.

France

20. L'Annexe II contient le rapport périodique narratif de la France. La France met en œuvre 24 projets bilatéraux. Elle a indiqué avoir terminé 67 projets, transféré trois projets et annulé huit projets. Les projets en cours comprennent neuf projets d'investissement, 11 projets d'assistance technique, deux projets de formation, une activité de préparation de projet et un projet de démonstration. Une fois réalisés, les projets en cours de la France auront permis l'élimination de 1 700,9 tonnes PAO.

Accords pluriannuels

21. La France met en œuvre sept MYA, à savoir : des projets d'élimination de CFC en République centrafricaine, au Kenya, en RDP lao et aux Seychelles; un plan d'élimination de SAO en Ouganda; un plan d'élimination de CTC en Inde; et un plan sectoriel de CFC pour des MAC et de récupération et recyclage en République islamique d'Iran. Tous les MYA semblent bien progresser sauf au Kenya et aux Seychelles où il y a des retards.

22. Pour ce qui est du retard de 14 mois dans le plan d'élimination de CFC au Kenya (KEN/PHA/44/INV/37), le gouvernement français a indiqué qu'il n'aurait aucun effet sur la conformité parce que la lenteur de la mise en œuvre était due à des problèmes internes liés au déblocage des fonds pour l'Unité nationale d'ozone (UNO) aux fins d'activités, et que cette question est réglée par discussions entre toutes les parties intéressées.

23. Concernant le retard dans le plan d'élimination de CFC aux Seychelles (SEY/PHA/55/INV/12), le gouvernement de la France a déclaré également qu'il ne devrait avoir aucun effet sur la conformité, puisqu'il était dû à la poursuite de pourparlers pour déterminer quelles activités il conviendrait de poursuivre étant donné que les Seychelles n'ont pas importé de CFC depuis des années. Un accord a été conclu sur quelques activités et la tranche devrait être réalisée en 2009.

24. Le Comité exécutif est invité à demander que des rapports de situation sur les MYA au Kenya et aux Seychelles soient soumis à la 59^e Réunion.

Dépassement possible

25. Le projet d'assistance technique de la France pour le matériel d'entreposage réfrigéré (projet de formation et de démonstration) au Maroc (MOR/REF/32/TAS/42) a un dépassement de crédit de 68 \$US et de 3 \$US en coûts d'appui. Le gouvernement de la France a indiqué qu'il accepterait le dépassement, mais il n'a pas encore modifié en conséquence les informations financières du projet. La Décision 17/22 interdit tout dépassement des ressources du Fonds. De même, le projet de reconversion à des technologies sans SAO à Dorcharkh Company en République islamique d'Iran (IRA/SOL/28/INV/48) a un dépassement possible de 4 285 \$US. Le gouvernement français a indiqué que le dépassement visait à refléter ce qui figurait dans le texte de l'accord financier du projet. Le Comité exécutif est invité à noter que les dépassements ne sont pas autorisés et à demander au gouvernement de la France de modifier la comptabilité dans son prochain rapport périodique pour tenir compte de la décision de longue date du Comité.

Projets non soumis à surveillance par les procédures applicables aux retards de mise en oeuvre

26. D'après leurs dates d'achèvement indiquées, les projets PGF ci-après devraient être terminés en 2009 : Éthiopie, RDP lao, Liban, Madagascar, Maroc et République-Unie de Tanzanie. Le Secrétariat a demandé si les retards de mise en œuvre de ces PGF risquaient d'avoir des incidences néfastes sur la conformité à la date d'élimination du 1^{er} janvier 2010. Le gouvernement français a affirmé que les retards des PGF en RDP lao (LAO/REF/34/TRA/03&04 et LAO/REF/34/TAS/06) et au Liban (LEB/REF/23/TAS/21) n'aurait aucun impact sur la conformité potentielle. Il a noté cependant que le retard dans l'approbation des règlements avait empêché l'achèvement du projet PGF projet en Éthiopie (ETH/REF/44/TAS/14) et la soumission ultérieure du PGEF. En ce qui la mise à jour du PGF en République-Unie de Tanzanie (URT/REF/46/TAS/18), le gouvernement français a indiqué que le projet servait à assurer une formation à la surveillance et à l'application, mais qu'il a été convenu qu'il n'y aurait pas d'autres activités pour ce projet, qui sera clôturé et le solde des fonds sera remboursé. Pour le réseau de recyclage des SAO au Maroc (MOR/REF/23/TAS/17), le gouvernement français a indiqué que le projet a rencontré des problèmes dus au fait qu'aucune institution n'a accepté d'accueillir le centre de R&R et qu'il se pourrait que le pays ne soit pas en conformité si le projet n'était pas mis en œuvre. Le Comité exécutif est invité à demander de nouveaux rapports de situation sur les PGF en Éthiopie et en République-Unie de Tanzanie et sur le réseau de recyclage de SAO au Maroc soient présentés à la 59^e Réunion.

Allemagne

27. L'Allemagne met en œuvre 33 projets bilatéraux. Elle a terminé 142 projets, a transféré trois projets et a annulé quatre projets. Les projets en cours comprennent 13 projets d'investissement, neuf projets d'assistance technique, huit demandes de préparation de projets, deux projets de renforcement des institutions et un projet de démonstration. Une fois achevés, les projets en cours devraient permettre l'élimination de 912,8 tonnes PAO.

Accords pluriannuels

28. L'Allemagne met en œuvre 13 MYA, à savoir: plans d'élimination de CFC au Brésil, au Lesotho, en Namibie, en Papouasie Nouvelle-Guinée et au Zimbabwe; des plans d'élimination sectorielle de CFC pour le secteur de la réfrigération en Inde et les secteurs des mousses et des MAC en République islamique d'Iran; des plans d'élimination de SAO en Afghanistan, à Cuba et à Maurice; des plans d'élimination du bromure de méthyle au Kenya et au Yémen; et un plan d'élimination de CTC en Inde. La plupart de ces MYA progressent normalement.

29. Les retards dans le plan d'élimination de CFC au Lesotho, en Namibie et en Papouasie Nouvelle-Guinée et dans le plan d'élimination de SAO à Maurice ont été résolus et le gouvernement allemand a indiqué des progrès dans ces MYA.

30. Dans le cas du plan d'élimination de CFC (mousses, formation aux MAC, gestion) en République islamique d'Iran (IRA/PHA/51/INV/181 et IRA/PHA/54/INV/186), les retards étaient dus à la lenteur des procédures d'appel d'offres et aux difficultés du processus de soumissions au cours duquel un fabricant de mousses a refusé la soumission technique, forçant l'exécution d'un nouvel appel d'offres. L'Allemagne a cependant indiqué qu'il n'y aurait pas de conséquences sur la conformité parce que les entreprises seront reconvertis durant la prochaine phase de mise en oeuvre. Le Comité exécutif est invité à demander qu'un nouveau rapport de situation sur le plan d'élimination de CFC (mousses, formation aux MAC, gestion) en République islamique d'Iran soit présenté à la 59^e Réunion.

Préparation de PGEH

31. Les dates d'achèvement prévues pour plusieurs projets de préparation de PGEH mis en œuvre par l'Allemagne ont été repoussées. Il s'agit entre autres de la préparation de projets en Bolivie (BOL/PHA/55/PRP/31), au Brésil (BRA/PHA/55/PRP/282), en Inde (IND/PHA/56/PRP/426), à Maurice (MAR/PHA/55/PRP/20), en Namibie (NAM/PHA/55/PRP/14), en République islamique d'Iran (IRA/PHA/56/PRP/190) et en République populaire de Chine(CPR/PHA/55/PRP/469).

32. Dans son rapport au Secrétariat, le gouvernement allemand a expliqué que les retards étaient dus aux discussions et planification préliminaires sur la mise en œuvre des projets et l'obtention de signatures pour les documents de projets, qui ont pris plus longtemps que prévu. Dans tous les cas, sauf à Maurice, les travaux sont en cours, mais les décaissements ont commencé ou vont commencer en 2009 dans tous les pays. Pour ce qui est de Maurice, le gouvernement allemand a indiqué que les progrès étaient lents parce que l'étape de planification prévoyait l'établissement d'un questionnaire et qu'il fallait attendre une décision du gouvernement pour recruter le personnel de l'UNO pour faire le sondage. Il a été indiqué que le sondage commencerait en mai 2009. La date d'achèvement a été reculée de juillet 2009 à décembre 2009.

33. La préparation du PGEH en Inde (IND/PHA/56/PRP/426) a été repoussée de novembre 2009 à juillet 2010. Le gouvernement allemand a indiqué qu'un sondage représentatif dans le secteur des réparations et de l'entretien (conformément au plan original soumis aux 55^e et 56^e Réunions du Comité exécutif) n'a pas pu être entrepris parce que son coût était plus élevés que les fonds budgétaires alloués à l'Allemagne pour la préparation du. Il est expliqué que le PNUD, en qualité d'agence d'exécution principale, entreprendra un sondage plus général dans le pays. Il est également indiqué que des données sur le secteur des réparations et de l'entretien seraient recueillies durant les consultations des parties prenantes, c'est-à-dire auprès des fabricants, des associations de l'industrie et de certaines entreprises de réparation, et que les aspects législatifs et réglementaires seraient pris en considération durant les consultations des parties prenantes. Le Comité exécutif est invité à demander qu'un nouveau rapport de situation sur la préparation de projets pour les PGEH en Inde et à Maurice soit soumis à la 59^e Réunion.

Projets non soumis à surveillance par les procédures applicables aux retards de mise en oeuvre

Activités de PGF

34. L'Allemagne met en œuvre des projets de PGF dans les six pays suivants: Angola, Botswana, Lesotho, Libéria, Swaziland et Zambie. Tous ces projets ont enregistré des progrès malgré des retards de mise en œuvre au Swaziland et en Zambie. Dans le cas de l'actualisation du PGF au Swaziland (SWA/REF/41/TAS/08), le gouvernement allemand a indiqué que des activités ont eu lieu en 2008, mais qu'il n'y avait pas de l'agent de l'ozone et que les travaux se sont arrêtés. Le gouvernement allemand ne pense cependant pas que ces problèmes auront un impact négatif sur la conformité parce que le Swaziland

dispose des règlements requis pour contrôler les importations. En ce qui concerne l'actualisation du PGF dans le secteur de la réfrigération et de la climatisation en Zambie (ZAM/REF/42/TAS/13), le gouvernement allemand a annoncé l'absence de progrès, parce que l'accent a été mis plutôt sur l'établissement du PGEF; toutefois, l'on ne s'attend pas à ce que ce retard soulève des risques de non conformité. Le Comité exécutif est invité à demander qu'un nouveau rapport de situation sur les PGF au Swaziland et en Zambie soit soumis à la 59^e Réunion.

Projets de banque de halons

35. L'Allemagne met en œuvre une banque régionale de halons pour les pays d'Afrique orientale et australe (Botswana, Éthiopie, Kenya, Lesotho, Namibie, République-Unie de Tanzanie et Zimbabwe) (AFR/HAL/35/TAS/29). Le gouvernement allemand a indiqué que le centre régional de recyclage en Afrique du Sud est fonctionnel, et les halons stockés dans la banque de halons en Afrique du Sud sont recyclés. Par ailleurs, le gouvernement allemand a indiqué que la compagnie d'électricité du Zimbabwe a lancé un appel d'offres dans lequel aucune entreprise locale n'a été retenue; les informations de l'appel d'offres ont été communiquées aux entreprises namibiennes. Il est espéré que le Zimbabwe déclassera tous les halons durant le premier semestre de 2009. Le Botswana soumet également la reconversion des halons au processus d'appel d'offres et le Lesotho déclasse les derniers halons qui restent par un mécanisme d'incitation. La Namibie a déjà retiré du service les stocks de halons, qui seront transportés vers l'Afrique du Sud. Le Kenya, l'Éthiopie et la République-Unie de Tanzanie n'ont pas répondu aux demandes répétées de renseignements. Le projet doit s'achever en décembre 2009. Le Comité exécutif est invité à demander qu'un nouveau rapport de situation sur la banque régionale de halons, concernant la mise hors service des halons au Kenya, en Éthiopie et en République-Unie de Tanzanie, soit soumis à la 59^e Réunion.

Italie

36. L'Italie met en œuvre neuf projets en cours; ce sont tous des projets d'investissement qui permettront d'éliminer 796,4 tonnes PAO une fois achevés. L'Italie a terminé sept projets. Elle met en œuvre les cinq MYA suivants : un plan d'élimination de CFC au Sénégal; un plan de réfrigération dans le secteur domestique en Chine; et des plans d'élimination du bromure de méthyle en Chine, au Mexique et au Maroc. Le plan d'élimination de CFC au Sénégal et le projet de bromure de méthyle en Chine progressent bien.

37. Aucun fonds n'a été décaissé pour le projet de bromure de méthyle (MEX/FUM/54/INV/137) approuvé en avril 2008 pour le Mexique ni pour le projet approuvé en novembre 2008 (MOR/FUM/56/INV/62) pour le Maroc. Concernant le projet au Mexique, des accords ont été signés avec des agriculteurs et des mandats ont été établis pour cinq serres. L'appel d'offre a été lacé et la livraison des deux premières serres est prévue avant juin 2009. Les niveaux de consommation en 2008 ont été signalés comme inférieurs aux niveaux indiqués dans l'accord.

38. L'absence de décaissement dans le projet de bromure de méthyle au Maroc était due essentiellement au fait qu'il avait été approuvé un mois à peine avant la fin de la période de compte rendu pour ce rapport périodique. Quoi qu'il en soit, le gouvernement d'Italie a indiqué que les plans d'action de 2009 et 2010 ont été approuvés durant une mission sur les lieux du projet et à une réunion des parties intéressées. L'institution nationale responsable de la réalisation du projet a été choisie et le contrat est en cours de finalisation. Le Comité exécutif est invité à demander que de nouveaux rapports de situation sur les projets de bromure de méthyle au Mexique et au Maroc soient soumis à la 59^e Réunion.

Projet ayant des retards de mise en oeuvre

39. Le projet parapluie en phase finale d'élimination de SAO dans le secteur des solvants en RD du Congo (DRC/SOL/51/INV/25) a été classé comme projet ayant des retards de mise en œuvre.

Japon

40. Le Japon met en œuvre 12 projets en cours, dont cinq projets d'investissement, cinq projets d'assistance technique, une préparation de projet et un projet de démonstration. Une fois achevés, les projets en cours permettront d'éliminer 1 056,8 tonnes PAO. Le Japon a achevé 16 projets et mis en œuvre trois MYA, dont un plan d'élimination de CTC en Inde, un plan d'élimination de CFC dans le secteur de la réfrigération en Chine et un plan d'élimination de CFC en Mongolie. Tous les MYA semblent bien progresser.

Projets ayant des retards de mise en œuvre

41. Quatre projets bilatéraux japonais ont été classés comme projets ayant des retards de mise en œuvre. Il s'agit d'une assistance pour une campagne nationale d'information, d'éducation et de communication sur la conformité au Protocole de Montréal au Nigeria (NIR/SEV/38/TAS/104). Les trois autres projets sont au Sri Lanka: un plan d'action national pour la conformité: programme d'incitation pour les utilisateurs ultimes de la réfrigération commerciale et industrielle (SRL/PHA/43/TAS/26), un plan d'action national pour la conformité: récupération/recyclage et adaptation des MAC (SRL/PHA/43/TAS/27) et plan d'action national pour la conformité: programme de récupération et de recyclage (SRL/PHA/43/TAS/28).

Dépassement possible

42. Le projet du Japon sur l'établissement d'une stratégie pour le secteur des réparations en réfrigération en Chine (CPR/REF/31/TAS/359) semble avoir un dépassement de crédits. Après avoir tenu compte d'un remboursement antérieur du Japon de 179 \$US, le gouvernement japonais a indiqué qu'il a néanmoins décaissé la valeur non corrigée approuvée pour le projet. Le Secrétariat a demandé au gouvernement japonais de régler la question, mais sans recevoir de réponse. D'après la décision 17/22, les dépassements ne sont pas autorisés et le Comité exécutif est invité à tenir compte de cette interdiction lorsqu'il demandera au Japon de modifier sa comptabilité dans son prochain rapport périodique pour tenir compte de la décision de longue date du Comité.

Espagne

43. L'Espagne met en œuvre trois projets bilatéraux sur le BM, dont un projet d'investissement au Brésil et deux projets d'assistance technique – un projet régional incluant l'Argentine et l'Uruguay (LAC/FUM/54/TAS/40) et le second au Paraguay (PAR/FUM/47/TAS/15). Le projet au Brésil (BRA/FUM/46/INV/272) éliminera 65 tonnes PAO lorsqu'il sera mis en œuvre. Le projet d'assistance technique pour le BM au Mexique (MEX/FUM/42/TAS/118) a été achevé en 2008. Le projet au Paraguay est opérationnellement terminé et le projet au Brésil est presque terminé. Dans le cas du projet régional, le gouvernement espagnol a indiqué que les essais avec de nouveaux produits chimiques sont en cours en Uruguay et débuteront bientôt en Argentine.

44. L'Espagne met en œuvre un MYA pour le secteur du bromure de méthyle en Jamahiriya arabe libyenne (LIB/FUM/56/INV/30) approuvé en novembre 2008. Cette tranche, une fois achevée, permettra d'éliminer 55 tonnes PAO. L'Espagne a l'intention de débloquer intégralement les fonds du projet à l'ONUDI pour démarrer le projet en 2009.

Projets ayant des retards de mise en oeuvre

45. Le projet d'élimination totale du BM utilisé dans le tabac, les fleurs, les plantes décoratives, les fraises et autres utilisations au Brésil (BRA/FUM/46/INV/272) a été classé comme projet ayant des retards de mise en œuvre.

Suède

46. La Suède met en œuvre six projets d'assistance technique en cours. Il s'agit des projets suivants : trois tranches annuelles du plan national d'élimination de CFC aux Philippines, une tranche du plan national d'élimination de CFC en Roumanie, un projet de banque de halons en Thaïlande et une tranche du plan national d'élimination de CFC en Serbie. Une fois terminé, le projet de banque de halons de la Suède permettra l'élimination de 135,9 tonnes PAO.

Accords pluriannuels

47. La Suède met en œuvre trois MYA couvrant des plans nationaux d'élimination de CFC aux Philippines, en Roumanie et en Serbie. Concernant le plan d'élimination en Roumanie, le gouvernement suédois a signalé d'importants progrès. Malgré quelques retards, les activités d'établissement de plans de régénération et de formation se poursuivent. Par contre, dans les Philippines et en Serbie, les retards de mise en œuvre perdurent.

48. Le gouvernement suédois les premiers travaux ont débuté en 2007 sur le site du projet de régénération aux Philippines (PHI/PHA/44/TAS/77). Toutefois, des difficultés dans le processus d'appel d'offres ont retardé l'acquisition d'un des deux principales pièces d'équipement du centre de régénération. En 2007, le gouvernement suédois avait indiqué qu'une tierce partie ferait un audit pour vérifier la conformité aux directives et aux procédures du système de coupons et l'utilisation du matériel par les ateliers de réparation (utilisation, performances, entretien et conformité aux règlements et politiques). En 2008, l'audit a conclu que les installations de régénération destinées à récupérer les frigorigènes aux fins de réutilisation n'étaient ni techniquement ni financièrement viables, étant donné le faible volume de frigorigènes récupérés et leur contamination. En conséquence, le projet étudie un modèle opérationnel pour remplacer le plan de régénération initial dans lequel les frigorigènes seraient récupérés des ateliers et transférés dans une citerne d'entreposage avec une machine de R&R de qualité industrielle. Les cylindres seraient ensuite retournés aux ateliers où continuera la récupération des frigorigènes. Des réunions exploratoires avec des centres de traitement, de stockage et d'élimination seront menées en 2009 pour étudier le modèle de remplacement, si la Philippine Association of Refrigerant Importers, Inc. (PARI), le partenaire original du projet de régénération, décidait de ne pas participer au nouveau plan. Le gouvernement suédois a indiqué que plusieurs options étaient à l'étude et que le gouvernement des Philippines fait la collecte de données sur les coûts d'exploitation prévus et les niveaux estimatifs de frigorigènes à récupérer. Le gouvernement suédois a indiqué par ailleurs que la Banque mondiale établira un modèle opérationnel pour aider PARI à déterminer la viabilité financière et la profitabilité de ce type d'activité.

49. La mise en œuvre du NCPP de la Serbie a débuté, avec l'ONUDI comme agence principale et la Suède comme organisme coopérateur. En 2006, le gouvernement suédois a décidé de clore le volet bilatéral et depuis, l'ONUDI a été la seule agence d'exécution, la Suède se contentant d'apporter son soutien par l'entremise des consultants suédois déjà affectés au projet. Les retards ont été importants, en raison des difficultés à rendre opérationnelle l'unité de gestion de projet, mais aussi en raison de la cession avec Monténégro. Un roulement fréquent de personnel à l'UNO a entraîné d'autres retards. Un nouveau directeur de l'UNO a été nommé en décembre 2008 et, avec son assistant, a élaboré le mandat de l'unité de gestion du projet. Le projet sera retardé de quatre mois, et la date d'achèvement a été fixée à mars 2010.

50. Le Comité exécutif est invité à demander que de nouveaux rapports de situation sur les MYA aux Philippines (PHI/PHA/44/TAS/77) et en Serbie (YUG/PHA/43/TAS/22) soient soumis à la 59^e Réunion.

Suisse

51. La Suisse met en œuvre un MYA en coopération avec l'agence d'exécution principale, l'Allemagne, pour le plan d'élimination de CFC dans le secteur d'entretien et de réparation de la réfrigération en Inde. Sur les 81 141 \$US approuvés pour ce projet, 70 593 \$US ont été déboursés.

États-Unis d'Amérique

52. Les États-Unis d'Amérique mettent en œuvre un projet MYA d'investissement l'élimination accélérée de CFC, de CTC et de halons en Chine. Le projet est censé se terminer en décembre 2009 et tous les fonds seront décaissés d'ici la fin de 2009.

RECOMMANDATION

53. Le Comité exécutif est invité :

- a) À prendre note avec satisfaction des rapports périodiques soumis par les gouvernements de l'Allemagne, de l'Australie, du Canada, de l'Espagne, des États-Unis d'Amérique, de la France, de l'Italie, du Japon, de la Suède et de la Suisse, présentés dans la note UNEP/OzL.Pro/ExCom/58/11;
- b) À demander aux gouvernements d'Israël et du Portugal de présenter leurs rapports périodiques à la 59^e Réunion du Comité exécutif;
- c) À demander aux gouvernements de l'Australie, du Canada, de l'Espagne, de l'Italie et du Japon de soumettre à la 59^h Réunion du Comité exécutif des rapports sur les projets ayant des retards de mise en œuvre, indiqués dans le tableau 2 de la présente note;
- d) À demander de nouveaux rapports de situation pour les projets ci-après :
 - i) Stratégie PIP pour les Tonga (TON/REF/361/TAS/01), mise en œuvre par l'Australie ;
 - ii) Stratégie PIP pour le Vanuatu (VAN/REF/36/TAS/02), mise en œuvre par l'Australie ;
 - iii) Plan d'élimination de SAO à Cuba (CUB/PHA/45/INV/32), mis en œuvre par le Canada ;

- iv) Plan d'élimination du bromure de méthyle au Mexique (MEX/FUM/42/TAS/122), mis en œuvre par le Canada ;
 - v) Plan d'élimination de CFC à Sainte-Lucie (STL/PHA/52/INV/12), mis en œuvre par le Canada ;
 - vi) Plan d'élimination de CFC au Kenya (KEN/PHA/44/INV/37), mis en œuvre par la France ;
 - vii) Plan d'élimination de CFC aux Seychelles (SEY/PHA/51/INV/12), mis en œuvre par la France ;
 - viii) Projet de PGF en Éthiopie (ETH/REF/44/TAS/14), mis en œuvre par la France ;
 - ix) Projet de PGF en République-Unie de Tanzanie (URT/REF/46/TAS/18), mis en œuvre par la France ;
 - x) Réseau de recyclage de SAO au Maroc (MOR/REF/23/TAS/17), mis en œuvre par la France ;
 - xi) Plan d'élimination de CFC pour les secteurs des mousses, de la formation aux MAC et de la gestion en République islamique d'Iran; (IRA/PHA/51/INV/181 et IRA/PHA/54/INV/186), mis en œuvre par l'Allemagne ;
 - xii) Préparation de PGEH à Maurice (MAR/PHA/55/PRP/20), mise en œuvre par l'Allemagne ;
 - xiii) Préparation de PGEH en Inde (IND/PHA/56/PRP/426), mise en œuvre par l'Allemagne ;
 - xiv) Mise à jour du PGF au Swaziland (SWA/REF/41/TAS/08), mise en œuvre par l'Allemagne ;
 - xv) Mise à jour du PGF pour le secteur de la réfrigération et de la climatisation en Zambie (ZAM/REF/42/TAS/13), mise en œuvre par l'Allemagne ;
 - xvi) Banque régionale de halons pour les pays de l'Afrique orientale et australie (AFR/HAL/35/TAS/29) pour ce qui est du statut de la mise hors service des halons au Kenya, en Éthiopie et en République-Unie de Tanzanie, mise en œuvre par l'Allemagne ;
 - xvii) Projet de bromure de méthyle au Mexique (MEX/FUM/54/INV/137), mis en œuvre par l'Italie ;
 - xviii) Projet de bromure de méthyle au Maroc (MOR/FUM/56/INV/62), mis en œuvre par l'Italie ;
 - xix) Plan d'élimination de CFC aux Philippines (PHI/PHA/44/TAS/77), mis en œuvre par la Suède ;
 - xx) Plan d'élimination de CFC en Serbie (YUG/PHA/43/TAS/22) mis en œuvre par la Suède.
- e) À demander au président du Comité exécutif d'écrire au gouvernement du Vanuatu pour

le prier instamment de finaliser la législation requise afin de permettre la formation d'agents de douanes en vue de faciliter la conformité au Protocole de Montréal pour ce qui est de la Stratégie PIP à Vanuatu (VAN/REF/36/TAS/02) ;

- f) À noter que depuis la décision 17/22, aucun dépassement n'a été permis pour les activités appuyées par le Fonds et, à la lumière de cette décision, à demander que les gouvernements de la France et du Japon modifient la comptabilité dans leurs prochains rapports périodiques au Comité exécutif afin de tenir compte de la règle interdisant les dépassements.



**United Nations
Environment
Programme**



Distr.
GENERAL

UNEP/OzL.Pro/ExCom/58/11
7 June 2009

ORIGINAL: ENGLISH

EXECUTIVE COMMITTEE OF
THE MULTILATERAL FUND FOR THE
IMPLEMENTATION OF THE MONTREAL PROTOCOL
Fifty-eighth Meeting
Montreal, 6-10 July 2009

PROGRESS REPORT OF BILATERAL COOPERATION AS AT 31 DECEMBER 2008

This document includes:

- The Comments and Recommendations of the Fund Secretariat
- The Bilateral Progress Reports of Australia, Canada, Finland, France, Germany, Italy, Japan, Spain, Sweden, Switzerland and United States of America (January-December 2008)

COMMENTS AND RECOMMENDATIONS OF THE FUND SECRETARIAT

Comments

1. The following countries involved in bilateral cooperation activities submitted progress report databases: Australia, Canada, Finland, France, Germany, Italy, Japan, Spain, Sweden, Switzerland and United States of America. Canada and France also submitted progress report narratives (see Annexes I and II).
2. Progress reports have not been received from Israel and Portugal. However, data from their previous progress reports or inventories of approved projects are included in the summary table. Progress reports are the only vehicle for indicating the final closure of all funding accounts associated with projects approved by the Executive Committee for bilateral cooperation. The Executive Committee may wish to request that progress reports from Israel and Portugal be submitted to the 59th Meeting in light of the fact that the progress report of bilateral agencies is the only financial indication that all approved funds have been disbursed or that funds should be returned (plus interest as relevant).
3. Additional data from past progress reports for other countries previously involved in bilateral cooperation are also included in the database (covering data for the projects already reported as completed by Austria, Belgium, Czech Republic, Denmark, Hungary, Poland, Singapore, Slovak Republic, South Africa and United Kingdom). These data are included in the Consolidated Progress Report (UNEP/OzL.Pro/ExCom/58/10).
4. Table 1 presents a summary of bilateral cooperation. Since the Fund's inception, over US \$116.8 million plus US \$10.1 million in support costs have been approved for bilateral activities. The table indicates that 79 per cent of bilateral activities have been completed. Although most bilateral projects are non-investment projects, bilateral agencies estimated that their projects will result in the total annual phase-out of 12,288 ODP tonnes once completed. Completed and ongoing bilateral projects have already resulted in the phase-out of 6,585 ODP tonnes. The rate of disbursement for bilateral activities is 75 per cent.

Table 1**ANNUAL SUMMARY OF BILATERAL COOPERATION**

Year ap-proved	Numbe r of ap-provals*	Numbe r com-pleted	Per cent com-pleted	Consum ption ODP to be phased out*	Cons umpti on ODP phase d out*	Per cent of consu mptio n ODP phase d out	Approved funding plus adjustment (US\$)	Funds disbursed (US\$)	Per cent of funds dis-burs-ed	Balance (US\$)	Estimated disbursemen t in current year (US\$)	Support costs approved (US\$)	Support cost adjustme nts (US\$)
1991	0	0	0%	0	0	0%	0	0	0%	0	0	0	0
1992	18	18	100%	0	0	0%	2,883,669	2,883,669	100%	0	0	0	0
1993	10	10	100%	0	0	0%	1,445,586	1,445,586	100%	0	0	0	0
1994	30	30	100%	347	243	70%	3,190,374	3,190,374	100%	0	0	0	0
1995	17	17	100%	483	296	61%	4,698,849	4,654,902	99%	43,947	0	0	0
1996	26	26	100%	251	209	83%	3,453,049	3,453,049	100%	0	0	0	0
1997	32	30	94%	154	29	19%	4,040,251	3,263,493	81%	776,758	400,000	0	1,500
1998	39	39	100%	41	23	56%	4,275,851	4,108,526	96%	167,325	0	0	0
1999	60	57	95%	734	386	53%	12,751,211	11,230,753	88%	1,520,458	675,785	1,038,298	-2,819
2000	29	29	100%	967	959	99%	4,808,878	4,808,946	100%	-68	0	543,836	-596
2001	37	32	86%	1,504	1,087	72%	7,623,009	7,400,021	97%	222,988	130,800	896,577	-27,582
2002	61	55	90%	1,097	798	73%	8,023,028	7,812,854	97%	210,174	158,218	917,984	1,004
2003	32	26	81%	245	315	129%	6,927,400	6,789,667	98%	137,733	100,980	743,181	58,605
2004	31	19	61%	329	121	37%	15,159,150	13,308,409	88%	1,850,741	1,636,747	1,599,058	-36,950
2005	29	13	45%	4,355	851	20%	19,320,469	5,979,824	31%	13,340,645	10,259,586	2,126,577	-84,193
2006	27	11	41%	842	825	98%	7,276,530	5,003,146	69%	2,273,384	1,154,798	902,173	-910
2007	14	1	7%	300	275	92%	3,229,021	1,360,433	42%	1,868,588	1,447,629	439,452	0
2008	33	0	0%	640	166	26%	7,714,818	701,308	9%	7,013,510	2,918,497	941,083	0
Total	525	413	79%	12,288	6,585	54%	116,821,143	87,394,960	75%	29,426,183	18,883,040	10,148,219	-91,941

*Excludes Closed and Transferred Projects but includes project preparation

Implementation delays

5. There are nine bilateral cooperation projects with implementation delays. According to the procedures for project cancellation (decision 26/2), a report on the projects with implementation delays should be provided to the 59th Meeting to determine if there has been any progress towards removing the impediments causing the delays. Table 2 presents, by bilateral agency, those projects with implementation delays for which updated reports will be required for the 59th Meeting.

Table 2**PROJECTS WITH IMPLEMENTATION DELAYS**

Agency	Code	Project title	Category of delays
Australia	ASP/SEV/50/TAS/52	Additional support for the regional strategy for 11 Article 5 countries in the Pacific (PIC strategy)	12 & 18 month delay
Canada	JAM/FUM/47/TAS/22	Technical assistance to phase-out the use of methyl bromide	12 & 18 month delay
Canada	LAC/SEV/51/TAS/38	Latin American Customs Enforcement Network: Preventing illegal trade of ODS	12 & 18 month delay
Italy	DRC/SOL/51/INV/25	Umbrella project for terminal phase-out of ODS in the solvent sector (first phase)	12 & 18 month delay
Japan	NIR/SEV/38/TAS/104	Assistance for a national information, education and communication campaign for compliance with the Montreal Protocol	12 month
Japan	SRL/PHA/43/TAS/26	National compliance action plan: incentive programme for commercial and industrial refrigeration end-users	18 months delay
Japan	SRL/PHA/43/TAS/27	National compliance action plan: MAC recovery/recycling and retrofit	12 month
Japan	SRL/PHA/43/TAS/28	National compliance action plan: recovery and recycling programme	12 month
Spain	BRA/FUM/46/INV/272	Total phase-out of MB used in tobacco, flowers, ornamental plants, strawberries and other uses	12 & 18 month delay

Highlights from bilateral activities

6. Out of the 112 ongoing bilateral projects there are, 47 investment projects, 47 technical assistance, 11 project preparation activities, three demonstration activities, two training, and two institutional strengthening activities. Bilateral agencies are involved in 43 Multi Year Agreements (MYAs).

Australia

7. Australia is currently implementing five projects for four Pacific Island countries (Federated State of Micronesia, Tonga, Tuvalu, and Vanuatu) including the Pacific Island Countries (PIC) strategy technical assistance projects (ASP/SEV/50/TAS/52) approved at the 50th Meeting. Ongoing Australian bilateral projects are expected to result in the phase-out of 0.6 ODP tonnes when completed. Australia has completed 31 additional projects and cancelled one.

8. Decision XVIII/35 of the 18th Meeting of the Parties requests those concerned to report to the Implementation Committee on the establishment of a licensing system. In this regard, the Government of Australia reported on the following PIC countries: Federated States of Micronesia, Kiribati, Marshall Islands, Nauru, Niue, Palau, Samoa, Solomon Islands, Tonga, Tuvalu, and Vanuatu. Australia had previously reported to the Fund Secretariat that licensing systems had been established for Niue, Kiribati, Palau, Samoa and Solomon Islands. In addition, the Government of Australia reported that in Tuvalu the ODS Act had been passed in June 2008 and regulations were being finalized, and in the Federated States of Micronesia it reported that regulations have been passed by one of the three branches of Government.

9. Only Tonga and Vanuatu do not have relevant import and export controls in place. The proposed regulations in Tonga (TON/REF/361/TAS/01) have been passed by the Law Committee and are before the Cabinet but have not yet been considered by the Parliament.

10. With respect to the project in Vanuatu (VAN/REF/36/TAS/02), the Government of Australia reported that progress in drafting the regulations had been stalled and that the customs training workshop had not been held. The Executive Committee may consider requesting the Chairman to write to the Government of Vanuatu urging the completion of legislation thereby enabling the training of customs officers to facilitate compliance with the Montreal Protocol. The Executive Committee may wish to request additional status reports be submitted to the 59th Meeting on the technical assistance projects in Tonga and Vanuatu.

Project with implementation delays

11. The project for the Additional support for the regional strategy for 11 Article 5 countries in the Pacific (PIC strategy) (ASP/SEV/50/TAS/52) has been classified as a project with implementation delays.

Canada

12. Annex I contains Canada's progress report narrative. Canada is implementing 15 bilateral projects, most of which are associated with CFC or ODS phase-out plans. Ongoing Canadian bilateral projects are expected to result in the phase-out of 116.1 ODP tonnes when completed. It has completed 64 projects, transferred two projects, and cancelled one.

13. Canada is implementing seven MYAs, which include: CFC phase-out plans in Bolivia, Burkina Faso, Chile, Saint Lucia, and Uruguay, Cuba; and a methyl bromide plan in Mexico. There have been delays in the projects in Cuba, Mexico, and Saint Lucia.

14. The delay associated with the Canadian component of the project in Cuba (CUB/PHA/45/INV/32) related to the time it took to receive feedback on equipment specifications and the determination to spread out awareness-raising activities instead of conducting them at one time.

15. The delay in Mexico's national methyl bromide phase-out plan is related to the need to complete the technical assistance programme (MEX/FUM/42/TAS/122). However, the plan is expected to begin implementation in the middle of 2009.

16. The delay in the Saint Lucia TPMP (STL/PHA/52/INV/12) was due mainly to the length of time taken to identify informal technicians and convince them to attend the workshop. There have also been delays in ozone regulations and in the creation of the technician association. However, these delays should not impact on compliance as most of the project activities will have been completed by the end of 2009 and Saint Lucia has a functional ODS import licensing system in place.

17. The Executive Committee may wish to request additional status reports on the MYAs in Cuba, Mexico and Saint Lucia to be submitted to the 59th Meeting.

Projects with implementation delays

18. The following two Canadian bilateral projects have been classified as projects with implementation delays: Technical assistance to phase-out the use of methyl bromide in Jamaica (JAM/FUM/47/TAS/22) and the Latin American Customs Enforcement Network: Preventing illegal trade of ODS (LAC/SEV/51/TAS/38).

Finland

19. Finland completed its final project in December 2008 which was Implementation of the RMP: monitoring and evaluation of the RMP in Panama. In total, Finland has completed five projects and transferred one project. Two of the five completed projects have been financially completed. There were

still balances for three completed projects. Progress reports are required until all projects are financially completed.

France

20. Annex II contains France's progress report narrative. France is implementing 24 bilateral projects. It has reported 67 completed projects, three transferred projects, and eight cancelled projects. Ongoing projects include nine investment projects, 11 technical assistance projects, two training projects, one project preparation, and one demonstration project. France has ongoing projects that should result in the phase out of 1,700.9 ODP tonnes, when completed.

Multi-year agreements

21. France is implementing seven MYA agreements including: CFC phase-out projects in Central African Republic, Kenya, Lao DPR, and Seychelles; ODS phase-out plan in Uganda; a CTC phase-out plan in India; and a CFC sector plan for MACs and recovery and recycling in the Islamic Republic of Iran. All MYAs seem to be progressing with the exception of delays in Kenya and Seychelles.

22. With respect to the 14-month delay for the CFC phase-out plan in Kenya (KEN/PHA/44/INV/37), the Government of France indicated that the delay would have no effect on compliance because the slow implementation had been due to internal problems with respect to the release of funds to the National Ozone Unit (NOU) for conducting activities, and this issue was being settled through discussions among all concerned parties.

23. Concerning the delay with respect to the CFC phase-out plan in Seychelles (SEY/PHA/55/INV/12), the Government of France also indicated that the delay should have no effect on compliance because it was due to ongoing discussions to determine which activities would be most appropriate to pursue, given that Seychelles has recorded zero CFC imports for some years. An agreement on some activities has been reached and the tranche should be completed in 2009.

24. The Executive Committee may wish to request status reports be submitted to the 59th Meeting on the MYA projects in Kenya and Seychelles.

Possible overrun

25. France's Technical assistance for cold storage equipment (training and demonstration project) in Morocco (MOR/REF/32/TAS/42) has an overrun of US \$68 and US \$3 in support costs. The Government of France has indicated that it would accept the overrun, but it has not adjusted the financial information on its project accordingly. Decision 17/22 prevents any overruns with Fund resources. Similarly, the project for the Conversion to ODS-free technology at Dorcharkh Company in the Islamic Republic of Iran (IRA/SOL/28/INV/48) has a possible overrun amounting to US \$4,285. The Government of France indicated that this was "done in order to reflect what was written in the text of the project financial agreement". The Executive Committee may wish to note that overruns are not allowed and request the Government of France to adjust the accounting in its next progress report to reflect the Committee's longstanding decision.

Projects not subject to monitoring through procedures for implementation delays

26. The following RMP projects are expected to be completed in 2009 according to planned completion dates: Ethiopia, Lao PDR, Lebanon, Madagascar, Morocco, and the United Republic of Tanzania. The Secretariat asked if the delays in the implementation of these RMPs would have a negative impact on compliance with the 1 January 2010 phase-out. The Government of France advised that the delays in the RMPs in Lao PDR (LAO/REF/34/TRA/03&04 and LAO/REF/34/TAS/06) and Lebanon (LEB/REF/23/TAS/21) would not have an impact on potential compliance. However, it noted that that

the delay in the approval of regulations had prevented the completion of the RMP project in Ethiopia (ETH/REF/44/TAS/14) and the subsequent submission of the TPMP. With respect to the RMP update activity in United Republic of Tanzania (URT/REF/46/TAS/18), the Government of France indicated that it was being used for training for monitoring and enforcement but that it had been agreed that if no more activities were to be conducted under the project it would be closed and remaining funds returned. With respect to the ODS recycling network in Morocco (MOR/REF/23/TAS/17), the Government of France reported that the project has encountered implementation difficulties as no institution has agreed to host the R&R center and that a risk exists that the country may not be in compliance if the project is not implemented. The Executive Committee may wish to request additional status reports to be submitted to the 59th Meeting for the RMPs in Ethiopia and United Republic of Tanzania and for the ODS recycling network in Morocco.

Germany

27. Germany is implementing 33 bilateral projects. In addition, it has completed 142, transferred three, and cancelled four. Ongoing projects include 13 investment projects, nine technical assistance projects, eight project preparation requests, two institutional strengthening projects, and one demonstration project. The ongoing projects should result in the phase out of 912.8 ODP tonnes when completed.

Multi-year agreements

28. Germany is implementing 13 MYAs including: CFC phase-out plans in Brazil, Lesotho, Namibia, Papua New Guinea, and Zimbabwe; CFC sector plans for the refrigeration sector in India and for the Foam and MAC sectors in the Islamic Republic of Iran; ODS phase-out plans in Afghanistan, Cuba, and Mauritius; methyl bromide phase-out plans in Kenya and Yemen; and a CTC phase-out plan in India. Most of these MYAs are progressing.

29. The delays in the CFC phase-out plans in Lesotho, Namibia, and Papua New Guinea and the ODS phase-out plan in Mauritius have been resolved and the Government of Germany reported progress for these MYAs.

30. In the case of the CFC Phase-out plan (Foam, MAC Training, Management) in the Islamic Republic of Iran (IRA/PHA/51/INV/181 and IRA/PHA/54/INV/186), delays have been due to lengthy procedures associated with the tender process and difficulties in the bidding process during which one foam company refused the technical bid forcing the tender process to be re-started. However, Germany reported that there would be no negative impact on compliance as the companies would be converted during next implementation phase. The Executive Committee may wish to request an additional status report to be submitted to the 59th Meeting on the CFC phase-out plan for Foam, MAC training and Management in the Islamic Republic of Iran.

HPMP preparation

31. Planned completion dates have been moved back with respect to several projects for the preparation of HPMPs that are being implemented by Germany. These include project preparation in Bolivia (BOL/PHA/55/PRP/31), Brazil (BRA/PHA/55/PRP/282), People's Republic of China (CPR/PHA/55/PRP/469), India (IND/PHA/56/PRP/426), the Islamic Republic of Iran (IRA/PHA/56/PRP/190), Mauritius (MAR/PHA/55/PRP/20), and Namibia (NAM/PHA/55/PRP/14).

32. In its report to the Secretariat the Government of Germany noted that delays were due to preliminary discussions and planning with respect to project implementation, and obtaining signatures on project documents, which took longer than expected. In all cases, except for Mauritius, work is underway, but in all countries disbursements have already been made and/or are planned during 2009. With respect to Mauritius, the Government of Germany reported that progress had been slow as the planning stage

involved developing a questionnaire and awaiting a decision by the government to employ the NOU staff to conduct the survey. However, it indicated that the survey would begin in May 2009. The date of completion has been moved from July 2009 to December 2009.

33. Project preparation for the HPMP in India (IND/PHA/56/PRP/426) has been delayed from November 2009 to July 2010. The Government of Germany reported that a representative survey in the servicing sector (as per the original plan submitted to the 55th and 56th Meetings of the Executive Committee) could not be undertaken as the cost of such a survey was higher than the allocated budget for Germany under the HPMP preparation. It reported that UNDP, as the lead implementing agency, would undertake a more general survey in the county. It also advised that data on the servicing sector would be collected during stakeholder consultations with manufacturers, industry associations and selected servicing enterprises and that legislation and regulatory aspects would be taken into account during the stakeholder consultations. The Executive Committee may wish to request an additional status report to be submitted to the 59th Meeting on the project preparation for the HPMP in India and Mauritius.

Projects not subject to monitoring through procedures for implementation delays

RMP activities

34. Germany is still implementing RMP projects in the following six countries: Angola, Botswana, Lesotho, Liberia, Swaziland, and Zambia. All of these are reported to be progressing although there have been implementation delays in Swaziland and Zambia. In the case of the implementation of the RMP update in Swaziland (SWA/REF/41/TAS/08), the Government of Germany reported that although activities had been conducted in 2008, there was no ozone officer and work had come to a standstill. However, it indicated that it does not believe that this will impact compliance because Swaziland has the necessary regulations to control imports. In the case of the RMP update for the refrigeration and air conditioning sector in Zambia (ZAM/REF/42/TAS/13), the Government of Germany advised that there had been no progress as the focus in Zambia had been on the development of the TPMP, however, any risk of non-compliance associated with the delay in this RMP is not expected. The Executive Committee may wish to request additional status reports to be submitted to the 59th Meeting on the RMPs in Swaziland and Zambia.

Halon banking projects

35. Germany is implementing the regional halon bank for Eastern and Southern African countries (Botswana, Ethiopia, Kenya, Lesotho, Namibia, the United Republic of Tanzania and Zimbabwe) (AFR/HAL/35/TAS/29). The Government of Germany reported that the regional recycling centre in South Africa is functioning, and stored halons from South Africa's halon bank are being recycled. Additionally, it reported that the Zimbabwe Power Company had undertaken a tender process but that no local company qualified and the tendering information had been passed on to Namibian companies. It was hoped that Zimbabwe would decommission all halons during the first half of 2009. Botswana is also tendering for their halon conversion and Lesotho is decommissioning the last remaining halons through an incentive scheme. Namibia has already decommissioned stored halons, which will be transported to South Africa. Kenya, Ethiopia, and the United Republic of Tanzania had not responded to repeated requests for information. The project is expected to be completed in December 2009. The Executive Committee may wish to request an additional status report be submitted to the 59th Meeting on the regional halon bank with respect to the status of halon decommissioning in Kenya, Ethiopia and the United Republic of Tanzania.

Italy

36. Italy is implementing nine ongoing projects; all of which are investment projects that will phase out 796.4 ODP tonnes when completed. Italy has completed seven projects. It is implementing the following five MYAs: CFC phase-out plan in Senegal; a domestic refrigeration sector plan in China; and

methyl bromide phase-out plans in China, Mexico and Morocco. The CFC phase-out plan in Senegal and the methyl bromide project in China are progressing.

37. No funds have been reported as disbursed for either the methyl bromide project in Mexico (MEX/FUM/54/INV/137) approved in April 2008 or for the project in Morocco, which was approved in November 2008 (MOR/FUM/56/INV/62). Under the project in Mexico, agreements with the farmers have been signed and terms of reference have been prepared for five greenhouses. Bidding has been completed and the delivery of the first two greenhouses was expected before June 2009. Levels of consumption in 2008 were reported to have been lower than stipulated by the agreement.

38. The lack of disbursement for the methyl bromide project in Morocco is due primarily to the fact that it had been approved only one month before the end of the reporting period for this progress report. Nevertheless, the Government of Italy advised that the 2009 and 2010 action plans had been agreed during a mission to the project site and in a stakeholders meeting. The national institution responsible for project implementation has been selected and the contract is being finalized. The Executive Committee may wish to request additional status reports be submitted to the 59th Meeting for the methyl bromide projects in Mexico and Morocco.

Project with implementation delays

39. The Umbrella project for terminal phase-out of ODS in the solvent sector in Congo DR (DRC/SOL/51/INV/25) has been classified as a project with implementation delays.

Japan

40. Japan is implementing 12 ongoing projects including five investment projects, five technical assistance projects, one project preparation and one demonstration project. Ongoing projects will phase out 1,056.8 ODP tonnes when completed. Japan has completed 16 projects, and is implementing three MYAs including the CTC phase-out plan in India, a CFC refrigeration sector plan in China, and a CFC phase-out plan in Mongolia. All of these MYAs appear to be progressing.

Projects with implementation delays

41. Four Japanese bilateral projects have been classified as projects with implementation delays. These include Assistance for a national information, education and communication campaign for compliance with the Montreal Protocol in Nigeria (NIR/SEV/38/TAS/104). They also include the following three projects in Sri Lanka: National compliance action plan: incentive programme for commercial and industrial refrigeration end-users (SRL/PHA/43/TAS/26), National compliance action plan: MAC recovery/recycling and retrofit (SRL/PHA/43/TAS/27), and National compliance action plan: recovery and recycling programme (SRL/PHA/43/TAS/28).

Possible overrun

42. There appears to be an overrun in Japan's project to develop a strategy for the refrigeration servicing sector in China (CPR/REF/31/TAS/359). After taking into account a previous return from Japan of US \$179, the Government of Japan indicated that it had nevertheless disbursed the unadjusted value approved for the project. The Secretariat asked the Government of Japan to address the issue, but a response has not been received. Overruns are not allowed pursuant to decision 17/22 and the Executive Committee may wish to note this fact in requesting Japan to adjust the accounting in its next progress report to reflect the Committee's longstanding decision.

Spain

43. Spain is implementing three individual MB bilateral projects, including one investment project in Brazil and two technical assistance projects – one as a regional project, which includes Argentina and Uruguay (LAC/FUM/54/TAS/40), and the other in Paraguay (PAR/FUM/47/TAS/15). The project in Brazil (BRA/FUM/46/INV/272) will phase out 65 ODP tonnes when implemented. The MB technical assistance project in Mexico (MEX/FUM/42/TAS/118) was completed in 2008. The project in Paraguay has been operationally completed and the project in Brazil has been almost completed. With respect to the regional project, the Government of Spain reported that trials with new chemicals are underway in Uruguay and will begin soon in Argentina.

44. Spain is implementing one MYA for the methyl bromide sector in Libya Arab Jamahiriya (LIB/FUM/56/INV/30) that was approved in November 2008. This tranche will phase out 55 ODP tonnes when implemented. Spain intends to release the full project funding to UNIDO to initiate the project in 2009.

Project with implementation delays

45. The project for the Total phase-out of MB used in tobacco, flowers, ornamental plants, strawberries and other uses in Brazil (BRA/FUM/46/INV/272) has been classified as a project with implementation delays.

Sweden

46. Sweden is implementing six ongoing projects, all of which are technical assistance projects. These are: three annual tranches of the national CFC phase-out plan in the Philippines, one tranche of the national CFC phase-out plan in Romania, one halon banking project in Thailand and one tranche of the national CFC phase-out plan in Serbia. Sweden's halon banking project has a phase-out associated with it amounting to 135.9 ODP tonnes when completed.

Multi-year agreements

47. Sweden is implementing three MYAs covering national CFC phase-out plans in the Philippines, Romania and Serbia. Concerning the phase-out plan in Romania, the Government of Sweden has reported substantial progress. Although there had been some delays, the work to establish a reclamation scheme and work on training continues. However, there have been continued implementation delays in the Philippines and Serbia.

48. The Government of Sweden reported that in the Philippines (PHI/PHA/44/TAS/77) ground-breaking on the reclamation site had been conducted in 2007. However, difficulties in the bidding process have delayed the procurement of one of the two major pieces of equipment for the reclamation facility. In 2007 the Government of Sweden also reported that a third-party audit would be conducted to verify the extent to which the guidelines and procedures had been adhered to under the voucher scheme and how service shops fared with the equipment (use, performance, maintenance, and compliance with regulations and policies). In 2008, the audit determined that the reclamation facility to reclaim refrigerants for reuse was not technically and financially viable given the low levels of refrigerants being recovered and the fact that they were contaminated. As a result, the project is exploring a business model for an alternative to the original reclamation scheme whereby refrigerants would be recovered from shops and transferred into a storage tank using an industrial grade R&R machine. The cylinders would then be returned to the shops to allow for the continued recovery of refrigerants. Exploratory meetings with treatment, storage and disposal facilities would be conducted in 2009 to explore this model if the Philippine Association of Refrigerant Importers, Inc. (PARI), the original partner in the reclamation scheme, were to decide not to participate in an alternative scheme. The Government of Sweden indicated that different options are under consideration and data including projected operating costs and the

estimated levels of refrigerant that can be recovered is being collected by the Government of the Philippines. The Government of Sweden reported further that the World Bank would then develop a business model to help PARI determine whether it would be financially viable and profitable to venture into this type of activity.

49. With respect to Serbia's NCPP, implementation began with UNIDO as Lead Agency and Sweden as Cooperating Agency. In 2006 the Swedish Government decided to cease the bilateral window and, since then, UNIDO has been the sole implementing agency with Sweden supporting only through the already contracted Swedish consultants. The project has been severely delayed partly due to the difficulties in making the project management unit operational but also due to the split with Montenegro. A frequent change of staff at the NOU has caused further delays. A new NOU manager was assigned as of December 2008 who, along with the assistant, has been drafting the terms of reference for the PMU. The project is expected to be delayed by four months with a completion projected in March 2010.

50. The Executive Committee may wish to request additional status reports be submitted to the 59th Meeting on the MYAs in Philippines (PHI/PHA/44/TAS/77) and Serbia (YUG/PHA/43/TAS/22).

Switzerland

51. Switzerland is implementing one MYA in cooperation with the lead agency, Germany, for the CFC phase-out plan for the refrigeration servicing sector in India. Under this project, US \$70,593 has been disbursed of the US \$81,141 approved for the project.

United States of America

52. The United States of America is implementing one MYA investment project for CFCs, CTC and halon accelerated phase-out-plan in China. This project is planned to be completed by December 2009 and all funds are expected to be disbursed by the end of 2009.

RECOMMENDATION

53. The Executive Committee may wish to:

- (a) Note with appreciation the progress reports submitted by the Governments of Australia, Canada, , France, Germany, Italy, Japan, Spain, Sweden, Switzerland, and the United States of America as contained in UNEP/OzL.Pro/ExCom/58/11;
- (b) Request the Governments of Israel and Portugal to provide their progress reports to the 59th Meeting of the Executive Committee;
- (c) Request the Governments of Australia, Canada, Italy, Japan, and Spain to provide reports on the projects with implementation delays to the 59th Meeting of the Executive Committee as shown in Table 2 of the current document;
- (d) Request additional status reports on the following projects:
 - (i) The PIC strategy for Tonga (TON/REF/361/TAS/01) under Australian implementation;
 - (ii) The PIC strategy for Vanuatu (VAN/REF/36/TAS/02) under Australian implementation;
 - (iii) The ODS phase-out plan in Cuba under Canadian implementation; (CUB/PHA/45/INV/32);

- (iv) The methyl bromide phase-out plan in Mexico under Canadian implementation; (MEX/FUM/42/TAS/122);
 - (v) The CFC phase-out plan in Saint Lucia under Canadian implementation; (STL/PHA/52/INV/12);
 - (vi) The CFC phase-out plan in Kenya (KEN/PHA/44/INV/37) under French implementation;
 - (vii) The CFC phase-out plan in Seychelles (SEY/PHA/51/INV/12) under French implementation;
 - (viii) The RMP project in Ethiopia (ETH/REF/44/TAS/14) under French implementation;
 - (ix) The RMP project in the United Republic of Tanzania (URT/REF/46/TAS/18) under French implementation;
 - (x) The ODS recycling network in Morocco (MOR/REF/23/TAS/17) under French implementation;
 - (xi) CFC phase-out plan for the Foam, MAC training and Management in the Islamic Republic of Iran under German implementation; (IRA/PHA/51/INV/181 and IRA/PHA/54/INV/186);
 - (xii) HPMP preparation in Mauritius (MAR/PHA/55/PRP/20) under German implementation;
 - (xiii) HPMP preparation in India (IND/PHA/56/PRP/426) under German implementation;
 - (xiv) The RMP update in Swaziland (SWA/REF/41/TAS/08) under German implementation;
 - (xv) The RMP update for the refrigeration and air conditioning sector in Zambia (ZAM/REF/42/TAS/13) under German implementation;
 - (xvi) The Eastern and Southern African countries regional halon bank (AFR/HAL/35/TAS/29) with respect to the status of halon decommissioning in Kenya, Ethiopia and the United Republic of Tanzania under German implementation;
 - (xvii) The methyl bromide project in Mexico (MEX/FUM/54/INV/137) under Italian implementation;
 - (xviii) The methyl bromide project in Morocco (MOR/FUM/56/INV/62) under Italian implementation;
 - (xix) CFC phase-out plan in Philippines (PHI/PHA/44/TAS/77) under Swedish implementation; and
 - (xx) CFC phase-out plan in Serbia (YUG/PHA/43/TAS/22) under Swedish implementation.
- (e) Request the Chairman of the Executive Committee to write to the Government of

Vanuatu urging the completion of legislation thereby enabling the training of customs officers to facilitate compliance with the Montreal Protocol with respect to the PIC strategy in Vanuatu (VAN/REF/36/TAS/02); and

- (f) Note that since decision 17/22, no overruns have been allowed for Fund supported activities and, in the light of that decision, request that the Governments of France and Japan should adjust the accounting in their next progress report to the Executive Committee to address the rule of no overruns.

Annex I

PROGRESS REPORT OF CANADA

2008 Status on Canada's Bilateral Activities

I. Project Approvals and Disbursements

A. Annual Summary Data

As of December 31st 2008, the Executive Committee has approved 82 activities as bilateral contribution from the Government of Canada to the Multilateral Fund. Of the \$9,400,968 approved as bilateral contributions from Canada, US \$ 8,218,785 has been disbursed. Bilateral contributions on an annual basis are as follows:

Year	Amount*
1993	\$649,500
1994	\$536,270
1995	\$50,000
1996	\$761,685
1997	\$853,950
1998	\$548,710
1999	\$727,040
2000	\$917,251
2001	\$878,582
2002	\$525,450
2003	\$412,959
2004	\$682,825
2005	\$177,259
2006	\$399,455
2007	\$322,050
2008	\$957,982
TOTAL	\$9,400,968

*Adjusted for the return of unutilized funds

B. Summary Data by type (CPG, DEM, INS, INV, PRP, TAS, TRA)

According to the Secretariat's classification system, Canada's bilateral activities are distributed among the following types of projects:

Type	Number of Projects	Amount Approved (US dollars)*
Country Programmes		
Demonstration Projects	4	\$562,000
Institutional Strengthening		
Investment Projects	8	\$1,246,132
Project Preparation	8	\$165,100
Technical Assistance	39	\$5,482,805
Training	23	\$1,944,931
TOTAL	82	\$9,400,968

*Adjusted for the return of unutilised funds

II. Project Completions Since Last Report

Since the last progress report, Canada completed 6 projects.

III. Global and Regional Project Highlights

Canada is implementing one regional project, in collaboration with UNEP, the project, Latin American Customs Enforcement Network: Preventing illegal trade of ODS. Implementation of this project essentially started in 2008, based on a work plan agreed to by the participating countries of the region in 2007. The principal elements of this work plan include the following:

- Conducting an analysis of the control of ODS trade in the region, including reviewing the licensing systems of participating countries, identifying gaps in those systems, recommending areas for improvements and identifying communications and/or enforcement tools which can be adopted at the national and/or regional levels to combat illegal trade;
- Fostering regional cooperation in addressing the control of ODS trade through an informal network of customs authorities focal points to share information, and identify approaches and tools to combat illegal trade within the region;
- Based on the analysis and discussions of the informal network indicated above, initiate the implementation of the national and/or regional tools identified.

In 2008, a consultant was contracted, through Canada's contribution to the project, to conduct the analysis referred to above and a draft report was submitted by this consultant in April 2009.

In addition, through UNEP's contribution to the project, a regional workshop of ozone officers and customs focal points from each participating country took place, back-to-back with a regional network meeting for the Latin America and Caribbean region. The workshop represented the first time that National Ozone Units and Customs authorities from almost all countries in Latin America were brought together to discuss the issue of control of ODS trade. The workshop helped to foster trust and communication among customs focal points, identified strengths, weaknesses, risks and opportunities for reaching a better effectiveness of the national and/or regional controls, considered useful tools and implementing processes for the control and prevention of illegal ODS trade, compared opportunities to leverage existing domestic and regional initiatives, and discussed the pros and cons of harmonizing ODS tariff codes.

IV. Completed and On-going Projects

Of the 85 activities approved to date, 64 have been completed, one was closed, 2 have been transferred to other agencies and the remaining 19 are on-going.

V. Status of Project preparation, by country

n/a

VI. Administrative Issues (Adjustments and Other Issues)

n/a

Annex II

PROGRESS REPORT OF FRANCE

SECRÉTARIAT DU FONDS FRANÇAIS POUR L'ENVIRONNEMENT MONDIAL**SUMMARY NARRATIVE OF FRANCE PROGRESS REPORT 2008**

The annual progress report relates to projects implemented through the French bilateral contribution to the Multilateral Fund. It comprises a summary narrative report and an Excel database sent separately and referred to as Annex 2.

France's bilateral programme is monitored by the FFEM Secretariat on behalf of the Ministry of Economy, Industry and Employment, General Directorate of the Treasury and Economic Policy (Direction générale du Trésor et de la politique économique, DGTPE). Some activities are implemented through other agencies, such as GTZ and UNIDO for example.

The EU was led by the French presidency during the second half of 2008 when the Multilateral Fund replenishment negotiations occurred. This reduced the time usually taken up by project monitoring.

The FFEM Secretariat finalised the project database maintenance in 2008 and organized the return of completed projects' balances to the Fund and the transfer one project to UNIDO, as previously mentioned in the 2007 progress report. The detail values are found under VI.C. Adjustments.

I. Project Approvals and Disbursements:**A. Annual Summary Data:**

From 1994 until 31 December 2008, the Executive Committee approved 102 projects as French bilateral contribution to the Multilateral Fund.

In 2008, the Executive Committee approved five new activities. They correspond to tranches of the Terminal Phase out Management Plans (TPMPs) of Kenya, Lao PDR, Central African Republic, the Seychelles and Uganda.

Since 1994, the Executive Committee approved a total of US\$ 13.3 million of activities financed through France's bi-lateral programme, adjustments made until the end of 2008 included.

The annual values are the following:

Year	Approved funding plus Adjustments
1994	\$ 220 767
1995	\$ 120 000
1996	\$ 944 662
	\$ 1 642 481
1997	
	\$ 452 190
1998	
1999	\$ 2 581 776
2000	\$ 246 837
	\$ 474 593
2001	
	\$ 13 364
2002	
2003	\$ 1 006 620
2004	\$ 1 567 045
2005	\$ 1 697 752
2006	\$ 940 000
2007	\$ 725 000
2008	\$ 746 000
Total	\$ 13 379 087

US\$ 8 533 354 have been disbursed at the end of 2008, or **64 %** of the Adjusted approved amounts.

Support costs are not reflected. A budget was approved as such for France since July 1999.

B. Summary of Data by Project Type (CPG, DEM, INS, INV, PRP, TAS, TRA)

France has typically carried out mainly investment and technical assistance activities. The break down of all 102 bilateral is the following:

PROJECT TYPE	Number of Activities	Approved Funding plus Adjustments (US\$)	%
Preparation (PRP)	17	\$ 399 531	2,99%
Country programme (CPG)	4	\$ 129 287	0,97%
Institutional Strengthening (INS)	1	\$ 25 983	0,19%
Demonstration (DEM°)	1	\$ 360 000	2,69%
Investment (INV)	31	\$ 7 871 750	58,84%
Technical assistance (TAS)	33	\$ 3 638 269	27,19%
Training (TRA)	15	\$ 954 267	7,13%
TOTAL	102	\$ 13 379 087	

II. Project Completions since Last Report

The following projects have been completed in 2008:

AFR/MOR/FUM/29/INV/37	Phase-out of methyl bromide use in the cut flower and banana production
ASP/IND/PHA/42/INV/374	CTC phase-out plan for the consumption and production sectors: 2004 work programme
AFR/UGA/PHA/50/PRP/12	Project preparation for a terminal ODS phase-out management plan

The following projects were financially completed with their balances returned to the Multilateral Fund:

ASP/IRA/REF/23/TAS/31	Set up of a national programme of recovery and recycling CFC-12 (pilot project in Tehran)
ASP/SYR/REF/29/INV/54	Conversion from CFC-11 to HCFC-141b and from CFC-12 to HFC-134a technology in the manufacture of commercial refrigeration equipment at Bashar Refrigerators
AFR/MAU/SEV/13/CPG/01	Country programme preparation

The following project was transferred:

AFR/IVC/REF/37/INV/17	ODS phase out in 50 existing centrifugal chillers units
-----------------------	---

The following projects were cancelled and their balances returned to the Multilateral Fund:

AFR/IVC/REF/37/PRP/15	Project preparation for projects in commercial refrigeration production facilities
AFR/IVC/REF/37/TAS/16	Implementation of the refrigerant management plan: monitoring the activities of the RMP and set up of an import/export licensing system
AFR/IVC/REF/24/TAS/10	Implementation of the RMP
AFR/CAF/REF/34/TAS/10	Implementation of the RMP: development and implementation of a tax/incentive programme
AFR/CAF/REF/34/TRA/11	Implementation of the RMP: monitoring the activities of the RMP project, including registration of refrigeration service technicians, distributors and importers of CFCs
AFR/CAF/REF/34/TRA/08	Implementation of the RMP: training programme for customs officers
AFR/CAF/REF/34/TRA/09	Implementation of the RMP: train the trainers programme for refrigeration technicians in good management practices and a training programme to address technicians in the informal sector

IV. Performance Indicators (INV, TAS and TRA):

Project preparation, country programs and institutional strengthening projects are not taken into account by the performance indicators. Since 1994, the Executive committee approved 22 of them, which corresponds to 22% of France's portfolio.

In total, 80 projects comprise demonstration, investment, technical assistance and training activities. Their status is the following:

	CLOsed	COMpleted	FINancially completed	ONGoing	TRF (transferred)
Demonstration (DEM°)	0	0	0	1	0
Investment (INV)	2	5	13	9	2
Technical assistance (TAS)	3	2	16	11	1
Training (TRA)	3	0	10	2	0
TOTAL	8	7	39	23	3

V. Status of Agreements and Project Preparation by country:

Of the 17 project preparations approved by the Executive Committee since 1994, 15 are financially completed, one is ongoing (Ethiopia TPMP preparation approved in March 2007) and one was recently completed (Uganda TPMP preparation approved in Nov 2006).

VI. Administrative issues (Operational, Policy, Financial, and Other Issues)

The financial agreement concerning the R&R project in Lebanon was signed in January after a few years of negotiation between the Lebanese Ministry and AFD.

A. Meetings Attended

The FFEM Secretariat represented France in the three Executive Committee meetings held in Canada (April), Thailand (July) and Qatar (November).

We also attended a thematic meeting for West African ozone officers in Cameroon (May), the ODSONET Africa meeting in Benin and the UNEP CAP Advisory Group Meeting in Paris, both held in September.

B. Co-operation

France has an on-going co-operation with Germany, by means of which GTZ implements projects on behalf of the FFEM Secretariat. Three financial agreements were signed with GTZ in 2008 concerning the TPMPs of Kenya and the Seychelles.

Regarding the “Strategic demonstration project for accelerated conversion of CFC chillers in 5 African Countries (Cameroon, Egypt, Namibia, Nigeria and Sudan) (AFR/REF/48/DEM/36) implemented by UNIDO on behalf of France, the financial agreement between AFD and UNIDO was signed in August after quite long negotiations on legal concepts and terminology.

The second agreement concerning the FFEM financial contribution to the project should be signed early 2009.

Besides this project France also implements a few projects in cooperation with UNEP.

C. Adjustments

AFD on behalf of the French GEF Secretariat transferred the amount of 1 227 939.28 €(one million two hundred and twenty seven thousand nine hundred and thirty nine euros and twenty eight cents) to the Multilateral Fund’s account as return of bilateral project balances and one project transfer. The 2006-2008 fix exchange rate was applied.

As a consequence, the following adjustments have been made:

Project Reference	Project title	Adjustment of approved funding	Adjustment of Support costs
AFR/IVC/REF/37/INV/17	ODS phase out in 50 existing centrifugal chillers units	\$ -1 000 000,00	\$ -100 000,00
ASP/IRA/REF/23/TAS/31	Set up of a national programme of recovery and recycling CFC-12 (pilot project in Tehran)	\$ -103 155,00	\$ -
AFR/IVC/REF/37/PRP/15	Project preparation for projects in commercial refrigeration production facilities	\$ -1 636,00	\$ -
ASP/SYR/REF/29/INV/54	Conversion from CFC-11 to HCFC-141b and from CFC-12 to HFC-134a technology in the manufacture of commercial refrigeration equipment at Bashar Refrigerators	\$ -1 615,00	\$ -81,00
AFR/MAU/SEV/13/CPG/01	Country programme preparation	\$ -1 649,00	\$ -
AFR/IVC/REF/37/TAS/16	Implementation of the refrigerant management plan: monitoring the activities of the RMP and set up of an import/export licensing system	\$ -49 500,00	\$ -4 950,00
AFR/IVC/REF/24/TAS/10	Implementation of the RMP	\$ -196 214,00	\$ -
AFR/CAF/REF/34/TAS/10	Implementation of the RMP: development and implementation of a tax/incentive programme	\$ -3 904,00	\$ -508,00
AFR/CAF/REF/34/TRA/11	Implementation of the RMP: monitoring the activities of the RMP project, including registration of refrigeration service technicians, distributors and importers of CFCs	\$ -8 986,00	\$ -1 168,00
AFR/CAF/REF/34/TRA/08	Implementation of the RMP: training programme for customs officers	\$ -26 940,00	\$ -3 502,00
AFR/CAF/REF/34/TRA/09	Implementation of the RMP: train the trainers programme for refrigeration technicians in good management practices and a training programme to address technicians in the informal sector	\$ -17 759,00	\$ -2 309,00
		\$ -1 411 358,00	\$ -112 518,00

C. Other Issues

None

Annex I Country Development and Institutional Strengthening Unit Highlights

A. Country Programs

Since 1994, 4 Country Program preparations have been approved and completed for Mauritania, Vietnam, Madagascar and Vietnam.

B. Institutional Strengthening:

1 project was approved in 1994 and completed in 1999.

Annex II: Database of French bilateral activities carried out within the framework of the Montreal Protocol on 31 December 2005.

The Excel spreadsheets are sent separately.